

Intitulé de l'épreuve : Anglais (Composition)

Nombre de copies : 2

Numérotez chaque page (dans le cadre en bas de la page) et placez les feuilles dans le bon sens.

Last spring, Prime Minister Theresa May officially notified the Head of the European Commission - Mr. Juncker - and other member-States that the exit procedure from the Union was to be activated. The announcement kick-started the negotiations between the EU and the UK, even though both parties had already begun to liaise a few months after "Brexit" won over "Remain" in the polls.

If the victory of the Brexit left many stunned, what is to happen next is at best a source of uncertainty and at worse a cause for confusion.

In the UK, the Brexit has already trig-

N°

1.1.5

geered a political shift, since PM May held anticipated elections in the hope of buttressing her position ahead of the negotiations - to no avail.

As per the European treaties, the UK and the EU have two years to agree upon the modalities of the former's withdrawal from the Union.

After about four decades of disagreements and compromise, is Brexit the EU's and the UK's best chance to start anew?

x

After fearing that the Brexit would lead to the EU's collapse (i); its future, actual impact on the Union is subject to caution (ii).

A legitimate cause for worry ahead of the Brexit was that it would generate a "domino effect", sparking the complete disaggregation of the Union while it already was at its weakest,

with populist parties growing stronger all over the continent. While that did not happen, and anti-European forces are currently undergoing some setbacks, the Brexit has not really solved anything yet for the EU.

The Brexit might just have shown that the UK's was not the only force getting in the way of the EU's progress and improvement. With the UK's market-oriented preferences out of the way, the social issues some countries have exhorted the Union to address — such as foreign workers, the idea of a common unemployment insurance program, and so on... — should arguably already be on the agenda. From Thatcher's infamous "I want my money back" to its sophisticated opt-out regime, the UK has often been portrayed as the guilty party for the EU's lack of social, political and democratic ambitions. While the EU has passed its first test by not following the UK's lead, the Brexit has brought up more questions than

it did answers.

The UK appears to be in a more dire situation, both at the international (i) and the national level (ii).

The EU seems to have the upper hand in the negotiations, for the UK will be compelled to also re-negotiate trade agreements with the WTO, for example. Also, part of the UK's attractiveness stemmed from its being a point of entry towards the European integrated market, a market the EU has repeatedly linked to other freedoms, such as freedom of circulation — which the Brexit advocates campaigned against. The payment of the UK's former engagements towards the EU remains a bone of contention as well.

The Brexit could also bring some worrisome consequences for the UK at the national level.

Other than the risk of populist parties such as the U-Kip gaining momentum, Scotland's renewed desire for independence and the uncertainty

Intitulé de l'épreuve : Anglais (Composition)

Nombre de copies : 2

Numérotez chaque page (dans le cadre en bas de la page) et placez les feuilles dans le bon sens.

revolving around the Irish border will be fundamental in shaping the UK's future.

While neither the UK nor the EU have emerged as definitive winners from the Brexit, the aftermath of such choice is likely to be more decisive for the UK than for the EU.

(about 520 words)

Intitulé de l'épreuve : Anglais (Traduction)

Nombre de copies : 1

Numérotez chaque page (dans le cadre en bas de la page) et placez les feuilles dans le bon sens.

L'Amérique en repli. L'Europe En marche
The New York Times, 18 juin 2017

PARIS — Tandis qu'il y a une semaine, le parti conservateur britannique pansait ses blessures, les Français élisaien des centaines de débutants au Parlement afin de renforcer l'assise du Président Emmanuel Macron. Un nouvel état d'esprit s'empara de Bruxelles et d'autres capitales européennes ces jours-ci, un vent d'espoir et d'optimisme comme on en avait rarement senti ces deux dernières décennies.

Après tant de crises existentielles, ceux qui croient à l'Union européenne réalisent, à leur réveil soudain, que les annonces de sa mort étaient grandement exagérées. L'eurozone ne s'est pas effondrée. Le départ de la Grande-Bretagne, qui avait choqué et destabilisé l'Union il y a un an, est à présent perçu par les vingt-sept membres restant comme une opportunité pour se recentrer.

En Grande-Bretagne, en France et en Allemagne, la crise migratoire est en cours d'endiguement, en dépit de progrès tout simplement faibles accomplis dans la quête de solutions de long-terme. Les peuples n'ont pas fléchi face à des attaques territoriales

N°

1.13

dévastatrices. Les mouvements populistes sont à l'arrêt, contrés par des forces démocratiques redynamisées.

Dernier aspect, et non des moindres : l'économie se remet au beau après des années de stagnation. C'en est fini de l'obsession de la "décennie perdue". En son lieu et place, les gens parlent du "revirement" et d'une potentielle "décennie dorée", formule récemment employée du sujet de l'Europe par Philipp Hildebrand, le vice-président de BlackRock, dans une interview sur Bloomberg.

A l'évidence, le plus spectaculaire revirement est sans non pas l'euro, mais de l'étonnante victoire d'Emmanuel Macron lors de l'élection présidentielle française le mois dernier. A suivi l'écrasant succès de son nouveau parti, la République en Marche, au premier tour des élections législatives le 11 juin dernier.

Un nouveau sentiment d'excitation est en train de traverser le Rhin. Le gouvernement de M. Macron est ouvertement tourné vers l'Allemagne : cinq de ses membres, dont le Premier ministre Édouard Philippe, parlent couramment allemand. Les ministres de la Défense allemande et française, Ursula von der Leyen et Sylvie Goulard, parlent chacune la langue de l'autre et ont démarré du bon pied, avec d'ambitieux projets pour l'Europe de la défense. Le 13 juillet, la veille de la fête nationale, les deux gouvernements tiendront un conseil des ministres conjoint à Paris, afin de discuter de propositions visant à renforcer et à intégrer plus avant l'eurozone.

Les dernières statistiques indiquent un autre facteur du renouveau européen : Donald Trump. La tardive profession de foi du président américain pour l'article 5 de la Charte de l'OTAN, le 3 juin dernier, n'effacera pas les dégâts causés lors des récents sommets de l'OTAN et du G-7, ni ceux qu'a engendrés sa décision de se retirer de l'Accord de Paris relatif au changement climatique. "Nous devons trouver de nouveaux moyens d'aller de l'avant sans les Etats-Unis s'ils ne veulent pas se joindre à nous. Merkel a raison. Il est temps de réformer l'UE."

Les représentants français s'empressent de signaler que les partenaires ^{sur les deux rives*} de l'Atlantique sont à de nombreux égards interdépendants et continueront à travailler ensemble, dans le domaine de la lutte contre le terrorisme, par exemple. Même au sujet du changement climatique, la coopération trouvera d'autres chemins, par-delà la Maison blanche, jusqu'aux Etats et aux villes. "Il y a des forces aux Etats-Unis dont nous savons que nous pouvons compter sur elles", a dit Anne Goulet, la ministre de la Défense française, à Singapour le 3 juin dernier, "et ces forces finiront par l'emporter".

* les partenaires sur les deux rives de l'Atlantique

